

Monsieur le Directeur général des Médias et Industries culturelles,

L'ALUBnF vous remercie pour votre réponse du 18 juillet dernier à notre second courriel en date du 11 juillet. Nous nous réjouissons d'apprendre la vive attention que vous avez portée à la mobilisation des usagers et à la liste des signataires de la tribune parue dans le *Monde* le 20 juin dernier. Puisque vous avez, sans la minimiser, pris la mesure de leur inquiétude pour le devenir des conditions de recherche en bibliothèque de recherche, vous ne serez pas complètement surpris d'apprendre que les usagers mobilisés ne considèrent pas le "conflit" comme résolu dès lors que l'aménagement proposé pour ce qui relève des communications directes ne correspond en rien à la demande unanimement partagée d'un rétablissement de ces communications directes à l'ouverture de la bibliothèque de recherche (soit 9h du mardi au samedi). Vous soulignez vous-même dans votre courriel que les représentants des usagers au conseil d'administration, co-initiateurs de la tribune du *Monde*, ont voté contre les aménagements proposés, vote symboliquement très fort puisqu'ils sont les seuls de ce conseil à avoir assumé jusqu'au bout leur opposition à cette réforme (nul n'a la naïveté de penser que leur vote "contre" n'était motivé que par une petite demi-heure de différence dans le début des communications directes).

Nous souhaitons par ailleurs vous faire part de notre étonnement face à ce que nous interprétons - mais vous nous détromperez en cas de malentendu - comme une fin de non-recevoir à notre demande de rencontre. Nous en avons fait part à nos adhérents et en informerons aussi l'ensemble des signataires de la tribune du *Monde* ainsi que les dizaines de sociétés savantes et associations disciplinaires qui ont manifesté leur soutien et leur entière solidarité à la mobilisation des usagers. Eux aussi seront probablement étonnés de ce refus de dialogue, et de se voir traités par là même, au sein de la plus grande bibliothèque patrimoniale et de recherche française et par son ministère de tutelle, comme des variables d'ajustement de la politique culturelle globale de l'établissement.

Nous saluons enfin l'effort budgétaire consenti par le ministère de la Culture, après plus d'une décennie de réduction des postes de fonctionnaires titulaires à la BnF, et formulons le souhait que ces postes soient des recrutements pérennes qui permettent d'assurer à long terme l'ensemble des missions de la bibliothèque. Nous déplorons cependant que cet effort qui n'est pas sans lien avec l'intense mobilisation des usagers pour le rétablissement des communications directes, manque son but en ignorant la revendication fondamentale émanée tant des usagers que des personnels de la BnF mobilisés

depuis plusieurs mois et qui ont eu l'occasion de vous exposer de visu leurs revendications.

L'ALUBnF s'est donnée comme mission dans ses statuts de "défendre la qualité de l'accès des lecteurs et usagers aux collections et aux services de la Bibliothèque nationale de France". Face à une réforme qu'elle considère comme préjudiciable à cette qualité d'accès aux collections et aux services, et tenue par la confiance que des milliers d'usagers de la bibliothèque de recherche ont placée dans son action, elle ne peut considérer comme "raisonnable et acceptable" un compromis issu d'un monologue de la direction de la BnF avec elle-même. Pour toutes ces raisons, nous renouvelons notre demande d'être reçus par le ministère de la Culture. Au nom de l'ALUBnF, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur des Médias et Industries culturelles, l'expression de ma considération la plus distinguée,

Nathalie Sage Pranchère,

Présidente